Kankan : l’hôpital reste opérationnel malgré le silence de Mamadi Doumbouya sur sa candidature

27 octobre 2025 à 17h 03 - ALPHA OUMAR BALDÉ ET ALPHA OUMAR BALDÉ

Alors que certains membres du personnel avaient menacé, jeudi dernier, de fermer l’hôpital régional de Kankan si le président de la transition, le général Mamadi Doumbouya, ne se déclarait pas candidat à la présidentielle du 28 décembre 2025, la situation semble finalement apaisée. Malgré la fin de l’ultimatum de 72 heures, les activités se déroulent normalement au sein de la structure sanitaire.

Tout est parti d’une déclaration de Dame Sabougna, porte-parole de circonstance du personnel de l’hôpital, lors d’une visite au domicile de la jeune sœur du chef de l’État. Devant la presse, elle avait affirmé que les portes de l’hôpital seraient fermées et que les malades souffriraient si le général ne faisait pas acte de candidature dans les 72 heures qui suivaient.

Ces propos, relayés largement sur les réseaux sociaux, avaient suscité une vague d’indignation à Kankan et au-delà.

Pourtant, ce lundi 27 octobre 2025, le constat est tout autre. Le personnel médical et paramédical a bel et bien repris le travail, et les locaux de la plus grande structure sanitaire de la région étaient pleinement opérationnels. Sur la page officielle de l’hôpital régional de Kankan, des images montrent même les responsables réunis autour du directeur général lors du traditionnel staff hebdomadaire.

Une source interne confie : « *C’était une communication politique. Tout le monde travaille aujourd’hui et aucun malade ne sera abandonné* ». Cette déclaration laisse entendre que les menaces n’avaient pas de fondement institutionnel, mais relevaient plutôt d’un coup isolé.

Dans la ville de Kankan, cette affaire continue toutefois de diviser. Certains acteurs de la société civile préfèrent garder le silence pour ne pas, disent-ils, « *accorder trop d’importance à une sortie inopportune* ». D’autres, en revanche, dénoncent vigoureusement les propos du personnel qui a fait cet attroupement la semaine passée.

Parmi eux, Emmanuel Tolno, activiste de la société civile, exprime sa désapprobation. « *Franchement, cette attitude du personnel de santé de l’hôpital régional de Kankan laisse un goût amer. Comment peut-on, en*

© 2026 Idimijan | Tous les droits réservés

tant que soignant, menacer de laisser souffrir des patients pour des raisons politiques ? Utiliser la douleur des malades comme moyen de pression est irresponsable et contraire à l'éthique. Heureusement qu'ils ont finalement renoncé, mais cela ne doit pas faire oublier la gravité de leurs propos. Le respect du serment professionnel et de la dignité humaine doit primer sur toute autre considération », a-t-il rappelé.

De son côté, Ibrahima Touré, président du Conseil préfectoral des organisations de la société civile de Kankan, propose une lecture plus nuancée. Pour lui, la continuité du service s'explique par le fait que les propos de Dame Sabougna ne reflétaient pas la position officielle du personnel : « *Celle qui a parlé n'a pas parlé au nom de tout l'hôpital. Les soins sont humanitaires et obligatoires pour les agents de santé. Même en temps de guerre, on soigne. La direction devrait néanmoins envisager une sanction disciplinaire pour montrer que cette sortie n'engageait pas la structure* ».

À 16h17, lors du passage de notre reporter dans l'enceinte de l'hôpital régional de Kankan, plusieurs agents s'affairaient autour des patients, dans une ambiance calme et professionnelle. Si la polémique a bousculé temporairement l'image de l'institution, la priorité semble désormais tournée vers l'essentiel : soigner, sans condition.

Michel Yaradouno

© 2026 Idimijan | Tous les droits réservés